



SciencesPo.

CERI  
CNRS

## **AFGHANISTAN : APRES LE RETRAIT, LE CHAOS ?**

Nicolas Fescharek

Doctorant au CERI-Sciences Po

**Les calendriers électoraux, aux Etats-Unis et en France surtout, poussent les responsables occidentaux à avancer le retrait de leurs troupes d'Afghanistan, alors même que les forces de sécurité qu'ils forment rapidement sur place ne seront manifestement pas capables de maintenir l'ordre et la sécurité en 2014.**

Quelles seront les conséquences du retrait avancé des troupes internationales d'Afghanistan, et notamment des troupes de combat en premier lieu ? Les forces de sécurité entraînées par l'Occident pourront-elles tenir progressivement le pays ? Avant de proposer des éléments de réponse, il convient de rappeler quelques faits. D'abord, les effets polarisants de l'intervention étrangère laisseront en 2014 l'Afghanistan plus fragmenté qu'avant 2001. Le Sud, habité principalement par les tribus pachtones qui s'étaient senti dépossédés par les accords de Bonn de 2001 parce qu'ils avaient vu les postes-clés du gouvernement échoir à des Tadjiks et à des Ouzbeks, a bénéficié ensuite de la grande majorité des fonds d'aide au développement, la stratégie militaire onusienne consistant à injecter de l'argent surtout dans les régions instables. A l'inverse, le Nord, ethniquement plus diversifié et majoritairement non-pachtone, mais aussi plus stable sur le plan sécuritaire, estime avoir été marginalisé par les forces extérieures. L'intervention a créé par ailleurs une véritable communauté de « collaborateurs », des dizaines de milliers de jeunes traducteurs ou d'assistants techniques occidentalisés qui regardent d'un œil très inquiet les dernières

déclarations du Président Obama concernant le retrait des troupes américaines. Enfin, les réactions très contrastées à l'attentat en septembre 2011 contre le professeur Rabbani, un homme politique tadjik qui présidait le Haut Conseil de Paix chargé des négociations avec les talibans, l'ont rappelé, il y a un risque de conflits ethnico-identitaires : conflits entre Hazaras et Pachtounes au centre et au sud du pays, entre Pachtounes et non-Pashtounes (Ouzbeks, Tadjiks et autres) au nord.

Dès lors, est-il raisonnable de penser que les forces de sécurité afghanes pourront stabiliser un pays à ce point fragmenté? Lors d'une visite des camps d'entraînement français et allemand à Masar-e Sharif et Kaboul en décembre 2011, j'ai personnellement pu observer la hâte frénétique avec laquelle les étrangers forment aujourd'hui les policiers afghans. La grande majorité de ces formations dure huit semaines, à l'issue desquelles l'ancien élève est affecté à un poste de police. Certes, l'entraînement international est infiniment plus coordonné qu'il ne l'était il y a quelques années encore. La *NATO Training Mission Afghanistan* (NTM-A) a harmonisé les programmes et tâche d'éviter les doublons. Mais huit semaines seulement pour former un policier dans un pays si dangereux...

Du côté afghan, c'est surtout l'incapacité du ministère de l'intérieur à surveiller ses propres forces qui inquiète la population. Car ce qui se passe une fois que les recrues quittent les bases d'entraînement reste souvent un grand mystère. Comme l'observait un officier afghan : « Les Français nous apprennent à faire un travail de SWAT [l'équivalent en France des Groupes d'Intervention] par équipes de 40 hommes. Or, dès que nous quittons le camp, le Ministère peut nous envoyer n'importe où, souvent par petits groupes de trois ou quatre. Comment voulez-vous libérer un otage des talibans à quatre ? » Qui plus est, l'unité ministérielle chargée de sanctionner les cas de corruption dans les postes de police compte elle-même parmi les plus corrompues...

Du côté de l'entraînement, et surtout chez les Européens, la tendance est à faire du chiffre de formés, au détriment du « mentoring » qui consisterait à placer des conseillers dans les ministères ou dans les postes de police pour veiller à l'utilisation des recrues, à la lutte contre la corruption, à l'affectation des policiers et à la qualité de leur travail. Mais le « mentoring », outre fait qu'il est difficile et controversé, ne produit pas de résultats immédiatement visibles et chiffrables. Comme me le confiait un policier allemand : « Je n'ai aucune idée de l'utilisation finale de notre 'produit' ».

Enfin, le retrait annoncé réduit l'influence des Occidentaux quant la bonne utilisation des fonds qu'ils allouent. Les Allemands, par exemple, ont arrêté d'installer des systèmes de climatisation démontables dans leurs camps d'entraînement, pour éviter que tout « disparaisse » quand les Afghans les reprendront en 2014. C'est dire à quel point les Occidentaux estiment les Afghans (militaires, policiers ou civils) capables de gérer les infrastructures et les institutions mises en place depuis 2001.

Au moment où les efforts onusiens semblent avoir acquis plus de cohérence et de coordination, le retrait est annoncé, non pas parce que cela fait sens au plan militaire, mais à cause des calendriers électoraux occidentaux. L'exemple de la police montre que les institutions afghanes, elles-mêmes au centre des divisions ethniques, ne seront pas en mesure d'apporter un contrepoids aux forces centrifuges du pays.